DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Conseil Municipal
3 Février 2020

La Ferté-Bernard

GLOSSAIRE

CVAE : **C**ontribution sur la **V**aleur **A**joutée des **E**ntreprises
DCRTP : **D**otation de **C**ompensation de la **R**éforme de la **T**axe **P**rofessionnelle
DGF : **D**otation **G**lobale de **F**onctionnement
DRAC : **D**irection **R**égionale des **A**ffaires **C**ulturelles
DSIL ou FSIL : **D**otation ou **F**onds de **S**outien à l'**I**nvestissement **L**ocal
EPIC : **E**tablissement **P**ublic **I**ndustriel et **C**ommercial
FCTVA : **F**onds de **C**ompensation de la **T**axe sur la **V**aleur **A**joutée
FNGIR : **F**onds **N**ational de **G**arantie **I**ndividuelle des **R**essources communales
FPIC : **F**onds national de **P**éréquation des ressources **I**ntercommunales et **C**ommunales
FPU : **F**iscalité **P**rofessionnelle **U**nique
GEMAPI : **G**estion des **M**ilieux **A**quatiques et **P**révention des **I**nondations
GVT : **G**lissement **V**ieillesse **T**echnicité
IFER : **I**mposition **F**orfaitaire sur les **E**ntreprises de **R**éseaux
INSEE : **I**nstitut **N**ational de la **S**tatistique et des **E**tudes **E**conomiques
IPCH : **I**ndice de **P**rix à la **C**onsommation **H**armonisé
OCDE : **O**rganisation de **C**oopération et de **D**éveloppement **E**conomiques
PIB : **P**roduit **I**ntérieur **B**rut
PLF : **P**rojet de **L**oi de **F**inance
PLUi : **P**lan **L**ocal d'**U**rbanisme **i**ntercommunal
PPCR : **P**arcours **P**rofessionnel des **C**arrières et des **R**émunérations
PSSV : **P**ôle **S**anté **S**imone **V**eil
RIFSEEP : **R**égime **I**ndemnitaire tenant compte des **F**onctions, des **S**ujétions, de l'**E**xpertise et de l'**E**ngagement **P**rofessionnel
SIVU : **S**yndicat **I**ntercommunal à **V**ocation **U**nique
TFB : **T**axe **F**oncière **B**âtie
TFNB : **T**axe **F**oncière **N**on **B**âtie
TH : **T**axe d'**H**abitation

Table des matières

I - La loi de finances 2020 ..... **3**

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 3

Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle 3

FPIC 4

Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) 4

Traitement de la Fonction Publique 4

Revalorisation des bases d'imposition 5

FCTVA 8

II - Ratios et données financières concernant notre collectivité **8**

III - Les orientations budgétaires envisagées par la commune **8**

- Les dépenses de fonctionnement 8
- Les recettes de fonctionnement 10
- Les relations financières avec l'EPCI 11
- Les dépenses et recettes d'investissement 12
- L'épargne brute et l'épargne nette de la commune 14
- Les engagements budgétaires pluriannuels 15
- La structure et la gestion de la dette communale 15

IV - Les orientations budgétaires envisagées par la commune des budgets Eau et Assainissement **22**

Annexes **26**

Evolution ratios obligatoires BP 2010/2018 (annexe I1) 27

Données fiscales (Annexes I2 et I3) 28

PREAMBULE

Etape importante dans l'élaboration du budget primitif de notre collectivité, le Débat d'Orientations Budgétaires (D.O.B.) est un préalable obligatoire prévu par l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

« Dans les communes de 3500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique (transmise au représentant de l'Etat) ».

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et responsabilité financière des collectivités territoriales. Cette loi a modifié l'article L.2312-1 du CGCT en complétant les éléments de forme et de contenu du Débat d'Orientation Budgétaire.

Le décret 2016-841 du 24 Juin 2016 pris pour application de l'article 107 de la Loi NOTRe définit le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport. Il est ajouté l'article D 2312-3 ainsi rédigé :

« A - Le rapport prévu à l'article 2312-1 comporte les informations suivantes :

I. Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subvention ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

II. La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

III. Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux points 1,2 et 3 devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

C - Le rapport prévu à l'article L.2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen ».

Ce rapport alimenté de données statistiques et financières vise à favoriser le débat sur les orientations du budget 2020. Il traduit la politique de développement de la commune de la Ferté-Bernard, malgré de fortes contraintes budgétaires et financières, une stagnation probable de la DGF et les incertitudes qui pèsent sur les budgets à venir. (TH)

I. LA LOI DE FINANCES 2020

Contexte économique 2020 :

De source INSEE, les prévisions 2020 des principaux indicateurs économiques sont les suivantes :

	2019 estimé	2020 prévisions
Taux de croissance du PIB	1,30 %	1,30 %
Taux d'inflation	1,10 %	1,20 %
Taux de chômage	8,20 %	8 %

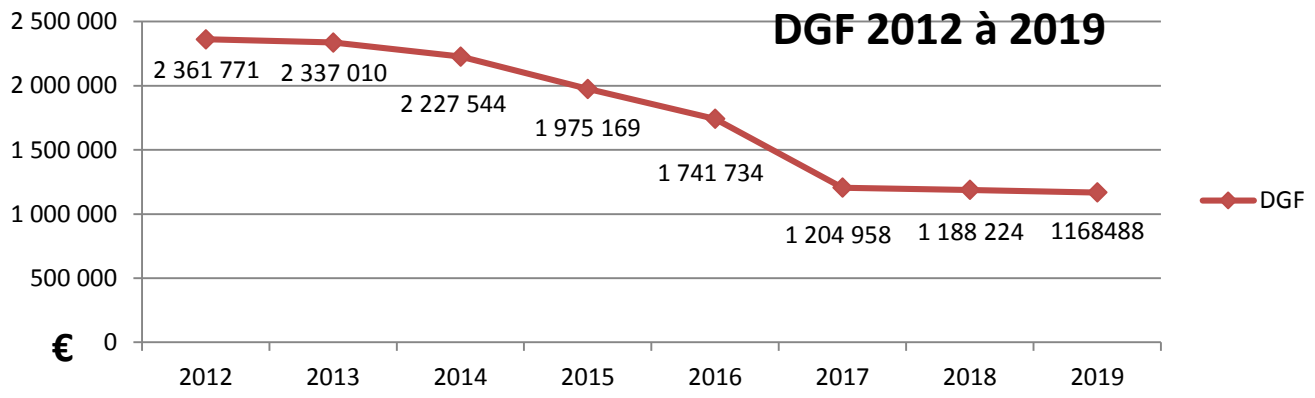
En 2020, l'économie française devrait donc conserver un rythme de croissance.

La loi de finances 2020, adoptée dans les derniers jours de l'année 2019 par le Parlement, nous apporte quelques données définitives à portée locale.

- **Pour la Dotation Globale de Fonctionnement**

  - L'enveloppe globale de la dotation pour les collectivités en **2020** sera de **26,847Md€.**

  Cette enveloppe est quasi stable depuis **2018** (2018 - 27 Md€ ; 2019 - 26,95 Md€)
  Concernant la **DGF communale**, nous pouvons donc supposer une dotation **2020 similaire** à celle de **2019**.



- **Pour la Dotation de Compensation de Réforme de la Taxe Professionnelle**

  - L'enveloppe de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle pour le bloc communal devrait connaitre pour 2020 une **baisse de 0,9%**. Montant LFB DCRTP 2019 : **355 217€** soit pour 2020 environ **352 000€**

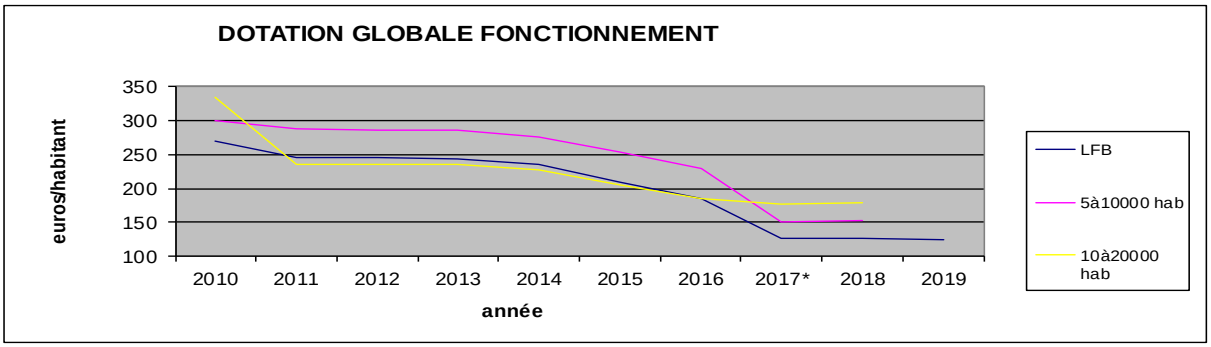
  Pour rappel cette DCRTP a été instituée par la Loi de Finances 2010, dans le cadre de la réforme de la Taxe Professionnelle (création de la CVAE, de la CFE, de l'IFER...).

EVOLUTION DES DOTATIONS D'ETAT DEPUIS 2010

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DOTATIONS ETAT EN 2010 sans variation chaque année	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €	2 588 746 €
DOTATIONS ETAT réellement perçues chaque année		2 368 009 €	2 361 771 €	2 337 010 €	2 227 544 €	1 975 169 €	1 741 734 €	1 204 958 €	1 188 224 €	1 168 488 €
Cumul des diminutions effectives depuis le début de la réforme		220 737 €	226 975 €	251 736 €	361 202 €	613 577 €	847 012 €	1 383 788 €	1 400 522 €	1 420 258 €
ECART EN CUMUL DEPUIS		220 737 €	447 712 €	699 448 €	1 060 650 €	1 674 227 €	2 521 239 €	3 905 027 €	5 305 549 €	6 725 807 €

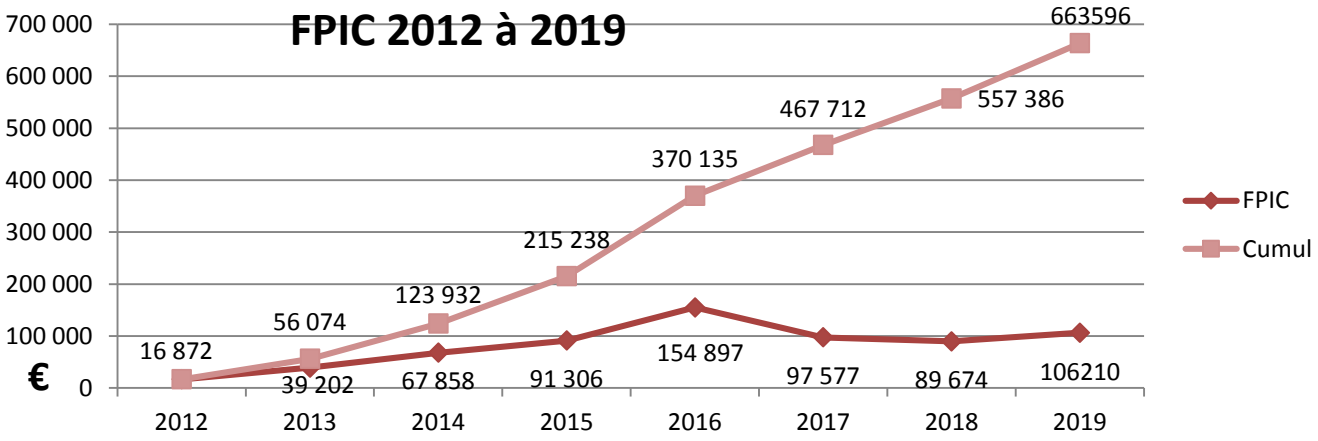
DGF en €										
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018	2019
LFB	270	246	245	244	235	210	184	127	126	125
5à10000 hab	300	288	286	285	276	253	229	151	152	
10à20000 hab	334	235	235	236	227	206	186	177	178	
MONTANT LFB	2 587 000	2 366 000	2 360 000	2 336 000	2 227 544	1 975 169	1 741 734	1 204 958	1 188 224	

*Baisse 2017 due TPU perte compensation TP dans DGF



- **Pour le FPIC**

Les dispositifs de péréquation horizontale entre collectivités locales perdureront en 2020. A ce titre, le FPIC est maintenu cette année encore à 1Md€ pour l'ensemble des collectivités concernées.



- **Pour la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et la Dotation aux Equipements des Territoires Ruraux (DETR)**

La DSIL est désormais pérennisée puisqu'inscrite à l'article L 2334-42 du CGCT. L'enveloppe 2020 sera reconduite à l'identique de celle de 2019 soit 570M€ (enveloppe national). Un dossier a fait l'objet d'une demande de subvention ; il s'agit des Travaux Rue Léo Delibes et Jean Courtois (Montant sollicité : 388 000€, délibération prise en décembre 2019). Une demande de DETR a également été déposée pour ce dossier pour le même montant. L'enveloppe nationale reste similaire à celle de 2019, soit 1 046M€.

- **Pour les traitements de la Fonction Publique**

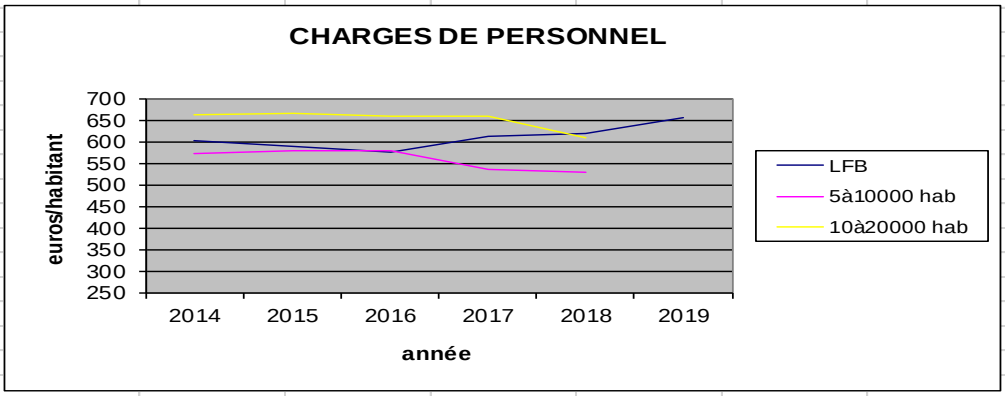
Aucune hausse de la valeur du point d'indice n'est annoncée pour 2020.
Le SMIC augmentant au 01/01/2020 de +1,2%, il y aura un impact sur nos agents contractuels notamment.

Le Gouvernement a décidé (au 01/01/2020) les revalorisations prévues dans le cadre du PPCR (Parcours Professionnel des Carrières et des Rémunérations).

- Le Pôle Santé Simone Veil (PSSV) passera à compter du 1er Juin 2020 en SIVU. Les dépenses étant contrebalancées par les recettes, cela sera sans incidence sur l'équilibre global du budget. Il conviendra néanmoins de prévoir un crédit budgétaire spécifique pour permettre d'alimenter la trésorerie de départ du syndicat nouvellement créé.

CHARGES DE PERSONNEL en euros par habitant

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
LFB	601	589	574	611	617	654
5à10000 hab	572	577	579	536	530	
10à20000 hab	661	664	660	660	610	
MONTANT LFB	5 701 000	5 543 000	5 424 900	5 663 000	5 693 000	
Dont PSSV	36	38	33	34	38	62



- **Pour la revalorisation des Bases d'Imposition**

- La loi de finances 2018 a fixé une revalorisation annuelle des bases d'imposition liée au taux d'inflation constaté l'année n-1, soit pour 2019 de l'ordre de +2.16%, cependant à titre dérogatoire, **le taux de revalorisation des bases pour l'année 2020 a été fixé à 0,9%.**

Les taux communaux d'imposition pourraient pour la 6ème année consécutive ne pas être revalorisés sous réserve de connaître les bases d'imposition qui nous seront notifiées normalement avant le vote du Budget Primitif début mars.

- Par ailleurs, et pour rappel, notre commune reçoit désormais de la Communauté de Communes de l'Huisne Sarthoise une **Attribution de Compensation** dont le montant initial a été fixé en 2017 à 2 387 239 € par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

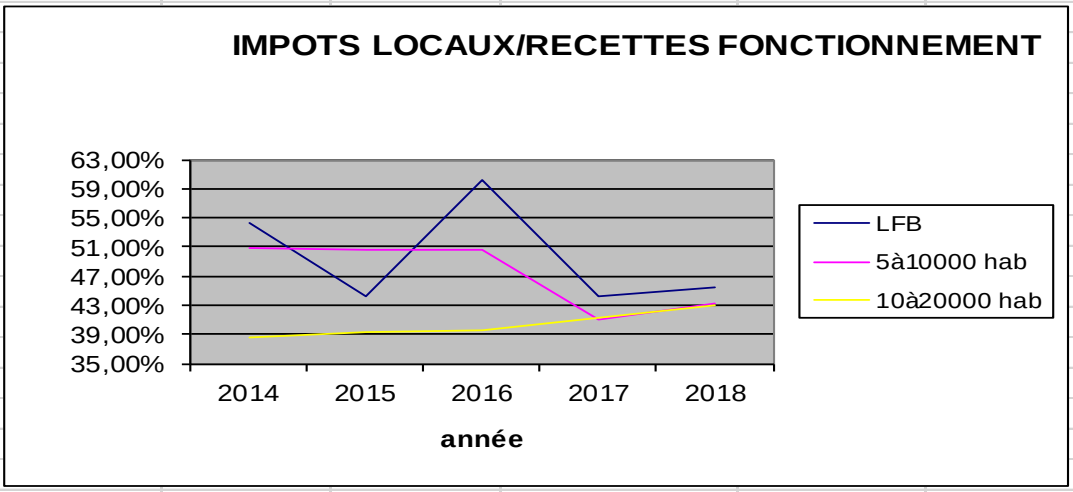
Il s'agit de l'abandon de nos rentrées fiscales économiques au profit de la CCHS. Cette Attribution de Compensation, est susceptible de varier à chaque nouvelle compétence transférée à la Communauté de Communes de l'Huisne Sarthoise (Loi NOTRe ou par décision volontaire des collectivités).

C'est en ce sens que, depuis son instauration, cette attribution de compensation a varié de la manière suivante :

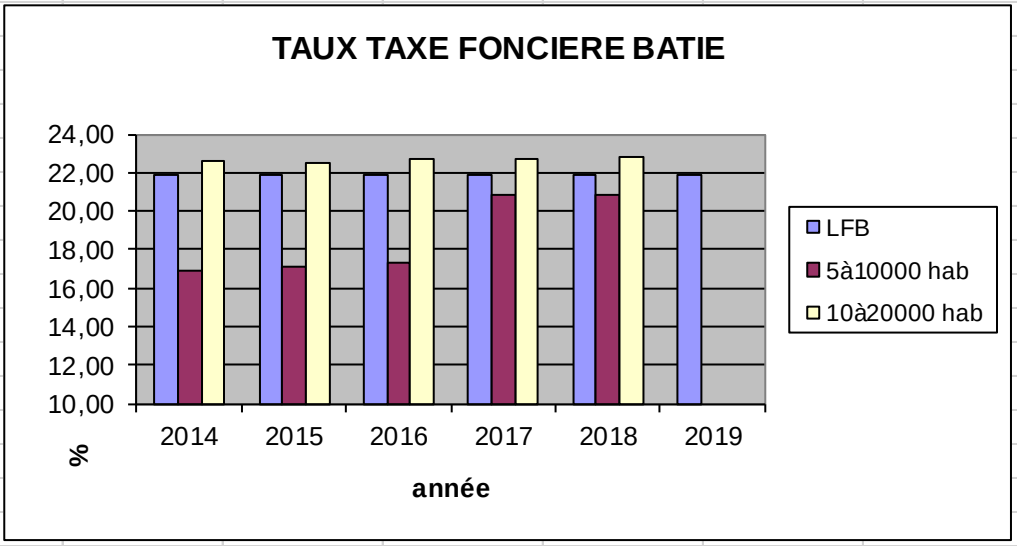
- **2017 transfert de la compétence TOURISME**. Notre commune supporte désormais 70% de la charge transférée soit une réduction de notre AC de 71 593€.
- **2017 transfert de la compétence ECONOMIQUE.** Ce transfert s'est traduit par une nouvelle réduction de notre AC de 27 681€.
- **2018 transfert de la compétence GEMAPI.** Associé au transfert de la compétence dénommée « Opérations et Manifestations Culturelles et Sportives d'Intérêt Communautaire », ces 2 transferts ont amené la CLECT à réduire l'Attribution de Compensation de notre collectivité de 17 140€.

Pour 2020 notre Attribution de Compensation en provenance de la CCHS s'élèverait donc à 2 270 825€

	IMPOTS LOCAUX/RECETTES FONCTIONNEMENT				
	2014	2015	2016	2017	2018
LFB	54,34%	44,14%	60,12%	44,25%	45,33%
5à10000 hab	50,87%	50,54%	50,51%	40,99%	43,15%
10à20000 hab	38,61%	39,23%	39,49%	41,25%	43,03%
	sortie emprunt EUR/CHF en 2015			mise en place	
	recettes globales majorées->% réduit en 2015			TPU / AC	

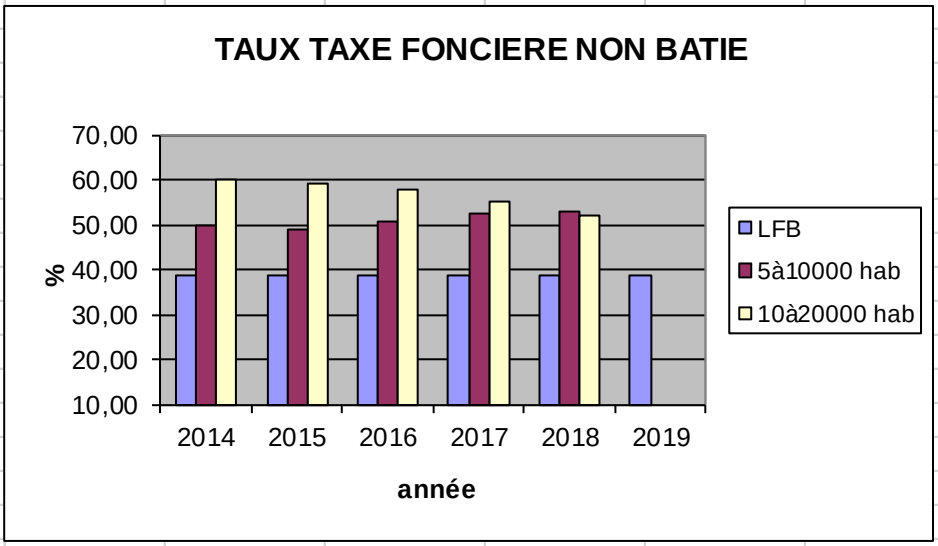


	TAUX TAXE FONCIERE BATIE					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
LFB	21,84	21,84	21,84	21,84	21,84	21,84
5à10000 hab	16,86	17,12	17,31	20,85	20,88	
10à20000 hab	22,65	22,48	22,74	22,67	22,76	



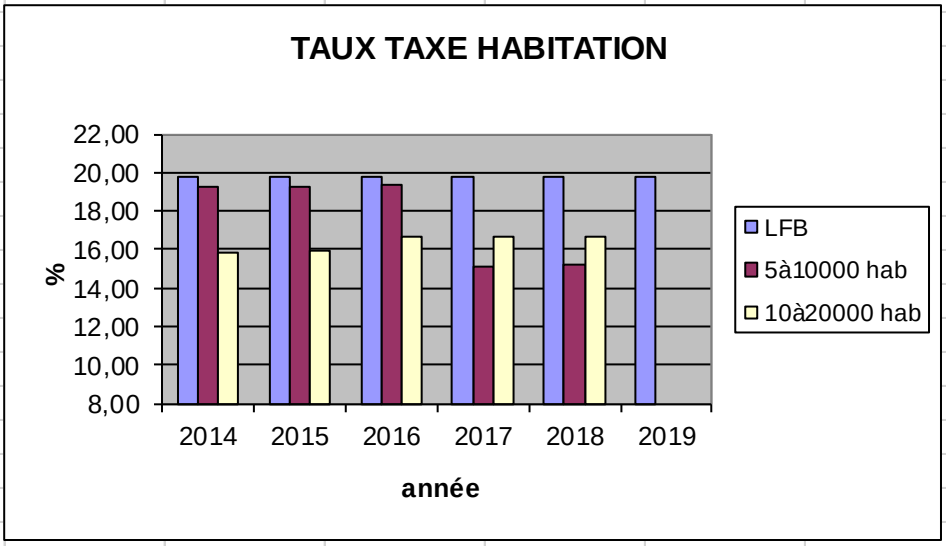
TAUX TAXE FONCIERE NON BATIE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
LFB	38,61	38,61	38,61	38,61	38,61	38,61
5à10000 hab	49,81	48,92	50,84	52,44	52,84	
10à20000 hab	59,95	59,11	57,79	55,08	52,18	



TAUX TAXE HABITATION

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
LFB	19,74	19,74	19,74	19,74	19,74	19,74
5à10000 hab	19,24	19,27	19,39	15,13	15,21	
10à20000 hab	15,87	15,98	16,61	16,71	16,68	
	année					
	réforme fiscale					



- **Pour le FCTVA**

La loi de Finances 2018 a instauré l'automatisation de la gestion du FCTVA en recourant à une procédure de traitement automatisée des données budgétaires et comptables. L'entrée en vigueur de cette réforme, prévue initialement en 2019, a fait l'objet d'un report au 1er janvier 2020 dans la loi de Finances 2019. Cette automatisation est à nouveau reportée d'un an (1er Janvier 2021).
Aucune modification quant au versement du FCTVA ne semble actuellement d'actualité. Le taux appliqué devrait rester à 16,404%.

II. RATIOS ET DONNEES FINANCIERES CONCERNANT NOTRE COLLECTIVITE

Annexés au présent document, vous trouverez des informations et données financières sur :

→ Les Ratios Obligatoires (Article L2313-1 du CGCT) pour notre collectivité (annexe I1)
→ Des données fiscales (Annexes I2 et I3)

III. ORIENTATIONS BUDGETAIRES ENVISAGEES PAR LA COMMUNE

- **Les dépenses de fonctionnement**

					estimation 02/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	DEPENSES FONCTIONNEMENT				
O11	charges à caractère général	2 613 992 €	2 739 333 €	2 705 388 €	2 682 884 €
O12	charges de personnel	5 681 630 €	5 889 194 €	5 926 933 €	6 269 331 €
O14	atténuation de produits (FPIC...)	207 740 €	158 676 €	150 012 €	159 906 €
65	charges de gestion courante (subventions....)	1 282 623 €	1 229 036 €	1 198 597 €	1 272 628 €
	sous-total DEPENSES GESTION DES SERVICES (a)	**9 785 985 €**	**10 016 239 €**	**9 980 930 €**	**10 384 749 €**
66	charges financières (intérêts dettes…)	596 645 €	550 955 €	499 602 €	452 749 €
67	charges exceptionnelles (titres annulés)	2 723 €	49 €	132 963 €	6 317 €
O22	dépenses imprévues				
	sous-total (b)	**599 368 €**	**551 004 €**	**632 565 €**	**459 066 €**
	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)+(b)	**10 385 353 €**	**10 567 243 €**	**10 613 495 €**	**10 843 815 €**
O23	virement à section investissement				
O42/68	amortissements	833 401 €	1 118 062 €	5 823 251 €	1 641 287 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**833 401 €**	**1 118 062 €**	**5 823 251 €**	**1 641 287 €**
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT (a)+(b)+©	**11 218 754 €**	**11 685 305 €**	**16 436 746 €**	**12 485 102 €**

- Perspectives d'évolution du 011

Notre objectif est une stabilisation du chapitre 011. Il est important de rappeler les efforts consentis pour les services municipaux pour stabiliser les dépenses courantes. On cible donc pour 2020 une enveloppe maximale de 2 700 000€.

- Perspectives d'évolution du 012

La collectivité poursuit son effort de maîtrise de la masse salariale en limitant les recrutements et en optimisant les ressources internes. De 2018 à 2019, la hausse importante s'explique notamment par le développement du Pôle Santé Simone Veil, cette dépense est contrebalancée par les recettes. (Chapitre 70)
La création du SIVU Pôle Santé Simone Veil risque de se traduire par une dépense supplémentaire liée à l'abondement de la Trésorerie du PSSV pour que celui-ci puisse démarrer. Les dépenses de personnel pour 2020 feront l'objet d'un ajustement dans la limite de 3% en tenant compte du critère GVT.

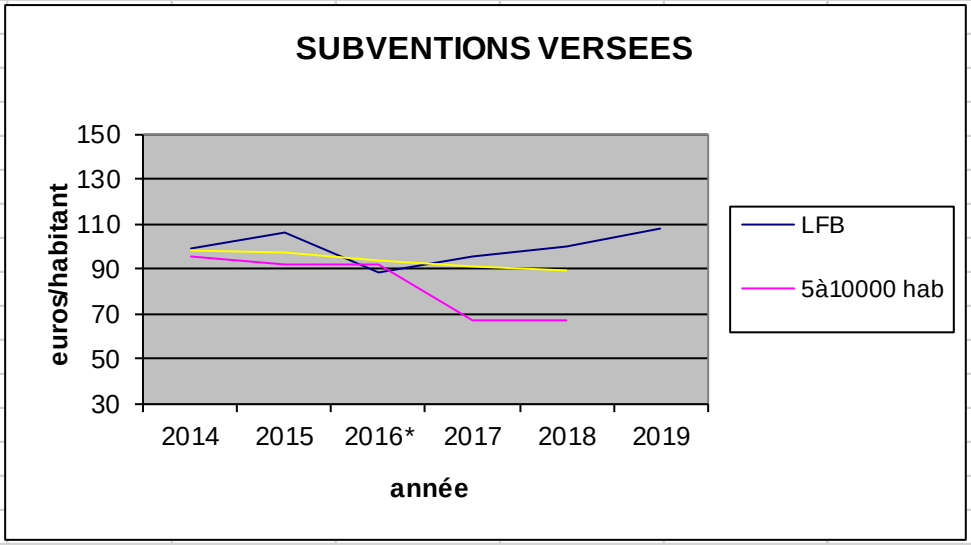
- Perspectives d'évolution du 65

Pour 2020, l'enveloppe attribuée aux associations devrait rester à la même hauteur. Une attention particulière sera portée sur notre CCAS afin de conforter notre politique sociale.

SUBVENTIONS VERSEES

	2014	2015	2016*	2017	2018	2019
LFB	99	106	88	95	99	108
5à10000 hab	95	92	92	67	67	
10à20000 hab	98	97	94	91	89	

*subv Scène en baisse



- Perspectives d'évolution du 014

On peut espérer une stabilisation du FPIC soit 106 210€.

- Perspectives d'évolution du 66

Les charges financières en baisse depuis ces 5 dernières années, devraient à nouveau légèrement fléchir sur 2020 du fait que la commune n'a pas contracté d'emprunt sur les 4 dernières années.

- En 2016 : le 66 représentait environ 600 000€
- En 2020 : le 66 devrait être aux alentours de 430 000€

- **Les recettes de Fonctionnement**

					estimation 02/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	RECETTES FONCTIONNEMENT				
O13	atténuation de charges (6419/6459)	255 798 €	226 039 €	234 325 €	236 449 €
70	produits des services	1 104 455 €	961 478 €	1 141 768 €	1 492 315 €
73	impôts et taxes	7 782 884 €	8 212 369 €	8 311 927 €	8 300 116 €
74	dotations et participations	2 499 321 €	2 041 117 €	2 066 738 €	2 039 235 €
75	revenus des immeubles	301 175 €	287 448 €	250 241 €	146 558 €
	sous-total RECETTES GESTION DES SERVICES (a)	**11 943 633 €**	**11 728 451 €**	**12 004 999 €**	**12 214 673 €**
76	produits financiers	239 865 €	203 032 €	203 033 €	203 033 €
77	produits exceptionnels	73 922 €	247 247 €	4 139 676 €	68 612 €
	sous-total (b)	**313 787 €**	**450 279 €**	**4 342 709 €**	**271 645 €**
	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)+(b)	**12 257 420 €**	**12 178 730 €**	**16 347 708 €**	**12 486 318 €**
O02	résultat reporté				
O42	travaux en régie(722) quote part subv invest(777)	461 872 €	629 189 €	1 334 539 €	1 196 094 €
	sous-total RECETTES D'ORDRE ©	**461 872 €**	**629 189 €**	**1 334 539 €**	**1 196 094 €**
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT (a)+(b)+©	**12 719 292 €**	**12 807 919 €**	**17 682 247 €**	**13 682 412 €**
	agrégat **MARGE BRUTE** (RRF-DRF hors intérêts)	**2 468 712 €**	**2 162 443 €**	**2 183 775 €**	**2 095 252 €**
	agrégat **EPARGNE BRUTE** (MARGE BRUTE-Intérêts)	**1 872 067 €**	**1 611 488 €**	**1 684 173 €**	**1 642 503 €**
	agrégat **EPARGNE NETTE** (EPARGNE BRUTE-K DETTE)	579 833 €	285 938 €	327 022 €	330 937 €
				RRF-775	

- Perspectives d'évolution du 70

Le chapitre 70 devrait rester au niveau de 2019 qui a connu une progression sensible compte tenu du PSSV (Recettes contrebalancées par dépenses). Une revalorisation des tarifs des services municipaux de l'ordre de 2% a été votée au Conseil Municipal de décembre 2019.

- Perspectives d'évolution du 73

Suite à la loi de Finances 2020, les bases fiscales seront revalorisées de + 0,9%. Un des engagements de l'équipe municipale était de ne pas augmenter les taux d'imposition. En 2020, cet engagement sera encore tenu (comme depuis de nombreuses années (voir annexe). On peut donc prévoir un chapitre 73 à 8 400 000€ pour 2020. La Taxe Additionnelle sera maintenue à son niveau régulier soit 200 000€.

- Perspectives d'évolution du 74

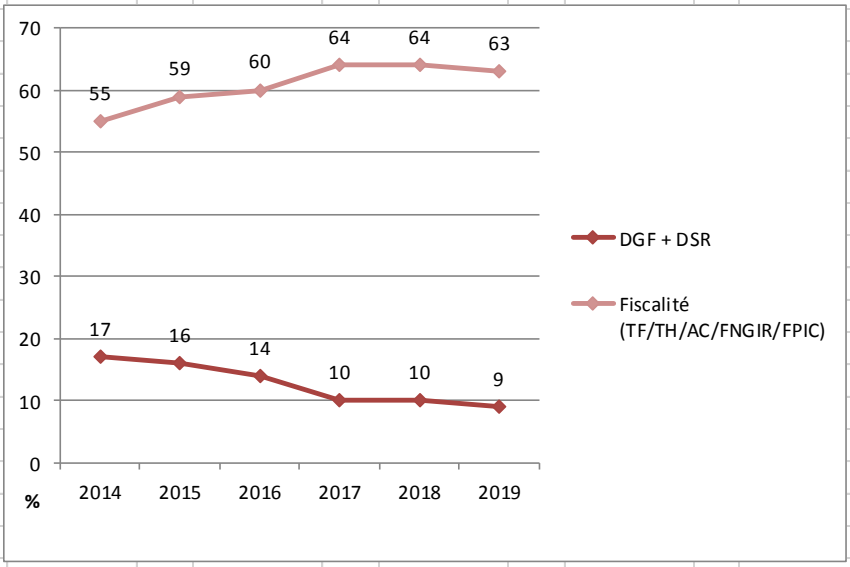
En 2019 : 2 050 685€

Le budget 2020 sera établi prudemment sur les mêmes montants que 2019.

- Perspectives d'évolution du 042

L'enveloppe des travaux en régie sera reconduite à l'identique. Il s'agit des immobilisations créées par la collectivité suite aux travaux réalisés par le personnel municipal avec les matériaux achetés.

	2014		2015		2016		2017		2018		2019	
	€	%	€	%	€	%	€	%	€	%	€	%
DGF + DSR	2 228 000	17	1 975 000	16	1 742 000	14	1 205 000	10	1 188 000	10	1 168 488	9
Fiscalité (TF/TH/AC/FNGIR/FPIC)	7 129 000	55	7 276 000	59	7 368 000	60	7 802 000	64	7 889 000	64	7 901 569	63
Total Recettes Recettes de Fonctionnement	12 986 000	100	12 315 000	100	12 257 000	100	12 178 000	100	12 297 000	100	12 486 000	100



- **<u>Les relations financières avec l'EPCI</u>**

- Conventions de gestion des zones économiques et de la GEMAPI, toujours en cours en 2020. En 2019, l'application de ces conventions a généré une recette de 40 166€.

- La mutualisation des services Urbanisme et AJMPS (Affaires Juridiques, Marchés Publics et Subventions), se traduira pour 2020 par un versement de la ville à la CCHS et pour la création du service commun Communication par un versement de la CCHS à la commune.

- **Les dépenses et recettes d'investissement**

					estimation 02/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	DEPENSES INVESTISSEMENT				
204/20/13	subventions équipements versées	56 105 €	73 083 €	99 122 €	36 446 €
21/23	opérations d'équipement	2 085 797 €	1 794 247 €	1 984 512 €	2 103 907 €
	sous-total DEPENSES D'EQUIPEMENT (a)	**2 141 901 €**	**1 867 330 €**	**2 083 634 €**	**2 140 353 €**
16	emprunts et dettes assimilées	1 292 235 €	1 325 550 €	1 357 151 €	1 311 566 €
O20/27	dépenses imprévues/autres créances		2 386 €	2 031 996 €	22 643 €
	sous-total DEPENSES FINANCIERES(b)	**1 292 235 €**	**1 327 936 €**	**3 389 147 €**	**1 334 209 €**
	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (a)+(b)	**3 434 136 €**	**3 195 266 €**	**5 472 781 €**	**3 474 562 €**
O40	travaux en régie et quote part subv invest	461 872 €	629 189 €	1 334 539 €	1 196 094 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**461 872 €**	**629 189 €**	**1 334 539 €**	**1 196 094 €**
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT EXERCICE (a+b+©)	**3 896 008 €**	**3 824 455 €**	**6 807 320 €**	**4 670 656 €**
	RESTES A REALISER N-1				
	RESULTAT REPORTE N-1		**1 143 677 €**	**1 470 921 €**	**386 378 €**
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 896 008 €**	**4 968 132 €**	**8 278 241 €**	**5 057 034 €**
		1 143 677 €	1 470 921 €	386 378 €	1 011 617 €
					estimation 02/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	RECETTES INVESTISSEMENT				
13	subventions investissement	283 274 €	393 699 €	419 232 €	638 115 €
16	emprunts	0 €			732 €
21/238/041	avances versées	29 020 €	26 922 €	122 596 €	46 125 €
	sous-total RECETTES D'EQUIPEMENT (a)	**312 294 €**	**420 621 €**	**541 828 €**	**684 972 €**
10222	FCTVA	205 342 €	345 833 €	338 882 €	321 800 €
10223	TLE	65 569 €	75 682 €	72 329 €	161 719 €
O24/27	Produits des cessions/autres immobilisations	18 056 €	33 333 €		
1068	excédent de fonctionnement capitalisé	822 678 €	1 500 539 €	1 122 615 €	1 245 501 €
	sous-total RECETTES FINANCIERES(b)	**1 111 644 €**	**1 955 387 €**	**1 533 826 €**	**1 729 020 €**
	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (a)+(b)	**1 423 938 €**	**2 376 008 €**	**2 075 654 €**	**2 413 992 €**
O21	virement de la section de fonctionnement				
O40	ventes terrains bâtiments....et dotations amortissts	833 401 €	1 121 203 €	5 816 209 €	1 631 425 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**833 401 €**	**1 121 203 €**	**5 816 209 €**	**1 631 425 €**
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT EXERCICE (a+b+©)	**2 257 338 €**	**3 497 211 €**	**7 891 863 €**	**4 045 417 €**
	RESTES A REALISER N-1				
	RESULTAT REPORTE N-1	**494 993 €**			
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 752 331 €**	**3 497 211 €**	**7 891 863 €**	**4 045 417 €**

- Dépenses d'investissement : Projets 2020

Domaine	Dépenses TTC		Recettes TTC	
*** Voirie**				
Aménagement des rues J Courtois et L Delibes		1 093 000,00 €	DSIL	388 000 €
			DETR	388 000 €
	Budget Eau	*145 000 €*	Fonds de Concours	25 000 €
	Budget Asst	*332 000 €*	Fonds Leader	20 000 €
Marché à commande Voirie		108 000 €		
***Patrimoine**				
Eglise Notre Dame des Marais Tranche 1		1 416 335,00 €	DRAC	500 000 €
		(dont 267 331 € RAR)		*(dont 300 000 € RAR)*
			Région	156 018 €
				(dont 56 018 € RAR)
			Département	100 000 €
***Culture**				
Escal - Frais d'étude				50 000 €

- Recettes d'investissement

Les recettes d'investissement se composent essentiellement de :

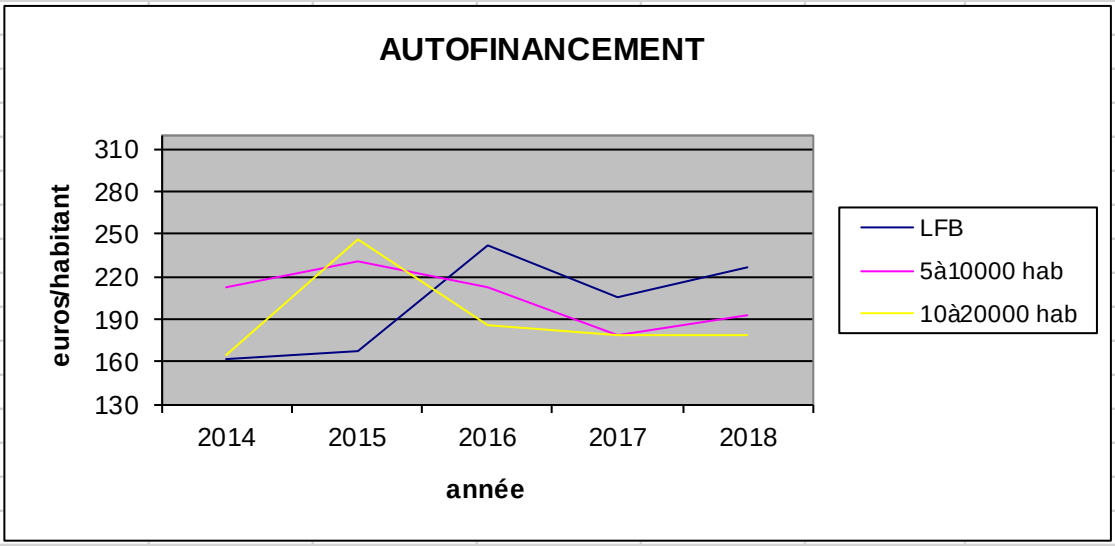
- L'Autofinancement
- Les subventions
- L'emprunt

L'objectif pour 2020 sera de dégager un autofinancement d'environ 1M€. Le recours à l'emprunt sera maitrisé avec une enveloppe de l'ordre de : 1 000 000€ tout en poursuivant ainsi le désendettement de la commune.

AUTOFINANCEMENT en euros par habitant

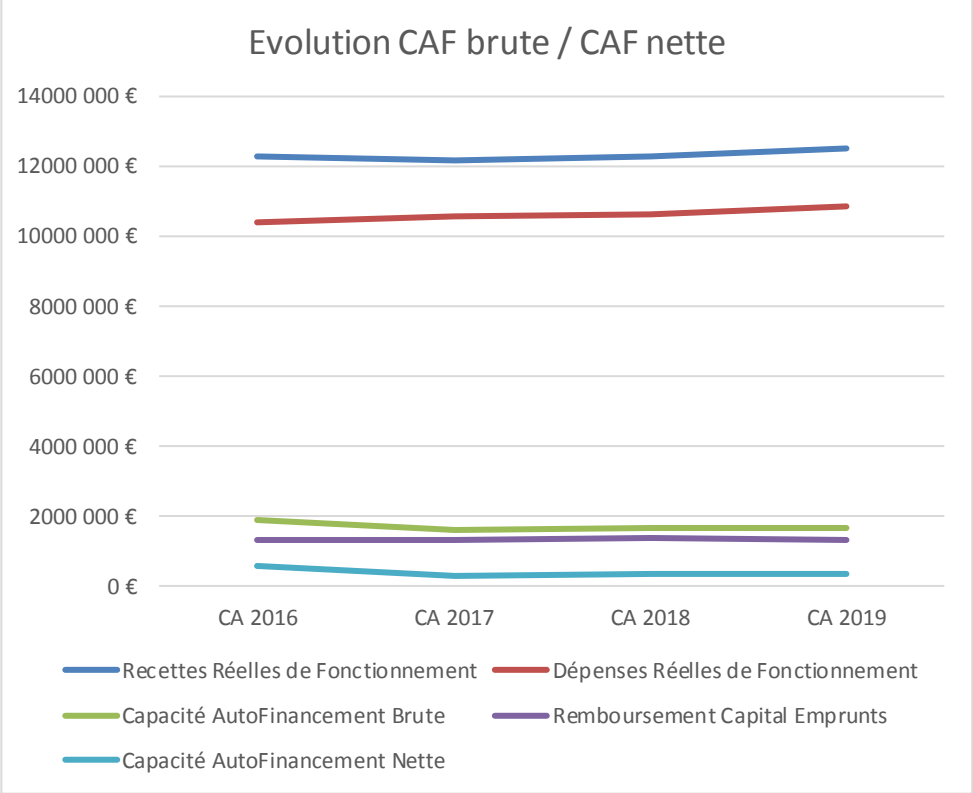
	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
LFB	161	168	242	205	227	
5à10000 hab	212	230	213	179	192	
10à20000 hab	164	246	186	179	179	

* non connu



- **L'épargne brute et l'épargne nette de la commune**

		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
(a)	**R**ecettes **R**éelles de **F**onctionnement	12 257 420 €	12 178 730 €	12 297 668 €	12 486 318 €
(b)	**D**épenses **R**éelles de **F**onctionnement	10 385 353 €	10 567 243 €	10 613 495 €	10 843 815 €
© (a-b)	**C**apacité **A**utoFinancement **B**rute	1 872 067 €	1 611 488 €	1 684 173 €	1 642 503 €
(d)	Remboursement **C**apital **E**mprunts	1 292 235 €	1 325 550 €	1 357 151 €	1 311 566 €
(e)(c-d)	**C**apacité **A**utoFinancement **N**ette	579 833 €	285 938 €	327 022 €	330 937 €
				RRF - 775	



- **L'épargne brute ou caf brute**, est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Celle-ci devrait, en **2020**, se situer au niveau de celle du CA 2019 soit environ **1 650 000€.**

- **L'épargne nette**, est l'épargne brute de laquelle est déduite le capital des échéances de l'année des emprunts en cours. Celle-ci devrait, en **2020**, se situer à environ **350 000€.**

- **Les engagements budgétaires pluriannuels**

La commune s'est engagée dans un programme de travaux sur l'église Notre Dame des marais qui s'échelonne sur 80 mois. Il s'agit de 4 tranches de travaux d'une durée de 20 mois chacune. Actuellement, nous sommes sur la 2ème tranche (tranche conditionnelle 1)

Plan Pluriannuel d'Investissement : Eglise Notre Dame des Marais (démarré en 2017)

Dépenses	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Tranche Ferme	221 444,00					
Tranche Conditionnelle 1	352 214,00	645 720,00	176 106,00			
Tranche Conditionnelle 2		58 704,00	393 063,00	451 765,00		
Tranche Conditionnelle 3				152 995,00	917 969,00	458 985,00
Total Dépenses Annuelles	**573 658,00**	**704 424,00**	**569 169,00**	**604 760,00**	**917 969,00**	**458 985,00**

Recettes	2019	2020	2021	2022	2023	2024
DRAC	191 219,00	234 808,00	189 723,00	201 587,00	305 990,00	152 995,00
CR	95 610,00	4 390,00	75 294,00	124 706,00	0,00	0,00
CD	71 707,00	88 053,00	71 146,00	75 595,00	114 746,00	57 373,00
FCTVA	94 103,00	115 554,00	93 366,00	99 205,00	150 584,00	75 292,00
AUTOFINANCEMENT	121 019,00	261 619,00	139 640,00	103 667,00	346 649,00	173 325,00
Total Recettes Annuelles	**573 658,00**	**704 424,00**	**569 169,00**	**604 760,00**	**917 969,00**	**458 985,00**

- **Structure et gestion de la dette communale**

Vous trouverez ci-dessous, 2 tableaux (K1 et K2) particulièrement détaillés et qui concerne l'état de la dette communale pour les budgets de la Ville, de l'Eau et de l'Assainissement.

Le Capital Restant Dû indiqué en haut de chaque tableau correspond à celui du 1er Janvier 2020.

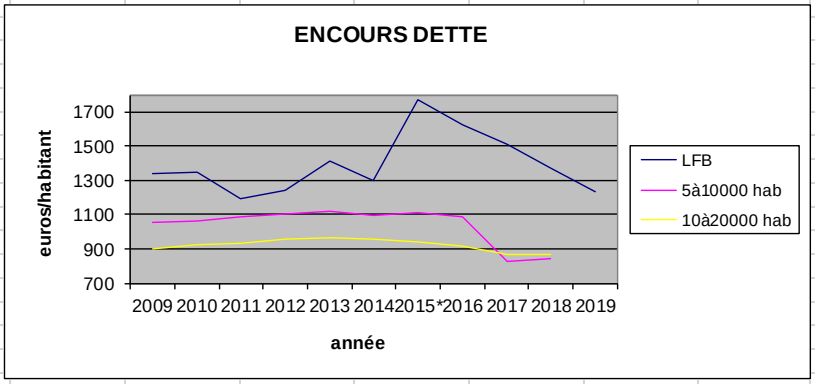
Vous constaterez également qu'il est indiqué le taux moyen du panier de la dette communale pour les 3 budgets et ceci suite aux différentes échéances réglées en 2019.

A ce titre, celui-ci oscille entre 3,74% et 4,70%.

ENCOURS DETTE au 31/12/n en € par habitant

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	2016	2017	2018	2019
LFB	1336	1350	1189	1245	1412	1300	1771	1625	1515	1376	1237
5à10000 hab	1055	1065	1085	1106	1116	1095	1109	1089	827	844	
10à20000 hab	901	924	935	955	964	958	944	918	867	864	

*intégrés sortie EUR/CHF et prêt 2015 1200000€



Un emprunt structuré indexé sur l'EURO/CHF a fait l'objet d'une renégociation en juin 2015 (Montant initial 6 669 122,65€). A ce jour, le capital restant dû s'élève à : 5 061 305€ au 1er Janvier 2020 (cf. tableau page…. Prêt n° 2032). Le taux de ce prêt est de 3,60% fixe avec une échéance annuelle.
Il convient de préciser qu'un fond de soutien de l'Etat nous a été accordé lors de la mise en place de ce prêt en 2015 et qu'il reste à ce jour à percevoir au titre de ce fond de soutien 9 annuités de 203 032,67€ soit 1 827 294,03€.

13 806 324 €

SUIVI DES EMPRUNTS

K1

VILLE

N°	K 01/01/2020	Fin	type période	taux fixe/INDEX	marge				
2020	39 562 €	2021	F/A	4,52%CHF risque de change					
2028	635 705 €	2025	F/A	3,69%					
2029	8 535 €	2025	F/T	2,43%					
2030	76 820 €	2025	F/T	2,43%					
2032	5 061 305 €	2030	F/A	3,60%	Fonds soutien ETAT restant à percevoir au 01/01/2020 égal 1 827 294,03€ soit 9 annuités de 203 032,67€				
3032	1 068 683 €	2028	F/A	3,95%					
4001	915 308 €	2030	F/A	2,08%					
5022	84 500 €	2020	F/A	1,20%					
5023	311 827 €	2022	F/T	4,72%					
6008	38 112 €	2020	V/S	TAG6mois	0,21%	05/19 0 %	11/19 0 %		
6011	92 979 €	2021	FS	3,90%					
6012	434 733 €	2023	F/A	5,18%					
6013	278 183 €	2029	F/A	2,65%					
7064	1 230 390 €	2027	F/A	4,56%					
7065	1 083 689 €	2028	F/A	4,53%					
1000	9 862 €	2020	A	0%					
	11 370 194 €								

EAU

N°	K 01/01/2020	Fin	type période	taux fixe/INDEX	marge				
2003	17 660 €	2021	V/A	TAM	0,15%	2019 0 %			
2004	56 813 €	2022	F/T	3,89%					
5017	25 986 €	2022	F/T	4,72%					
5018	57 255 €	2023	V/T	EURIBOR 3M	1,00%	03/19 0,68 %	06/19 0,69 %	09/19 0,68 %	12/19 0,61 %
5019	77 311 €	2024	F/A	3,83%					
6004	121 666 €	2025	F/A	3,47%					
6005	371 619 €	2032	F/A	4,44%					
6006	253 626 €	2028	F/A	3,92%					
	981 935 €								

ASSAINISSEMENT

N°	K 01/01/2020	Fin	type période	taux fixe/INDEX	marge				
2005	933 750 €	2032	F/T	5,34%					
2011	178 378 €	2030	F/A	3,60%	Fonds soutien ETAT restant à percevoir au 01/01/2020 égal 64 400,40 € soit 9 annuités de 7155,60€				
5002	51 971 €	2022	F/T	4,72%					
5003	39 792 €	2023	T/V	EURIBOR 3M	1,00%	03/19 0,68 %	06/19 0,69 %	09/19 0,68 %	12/19 0,61 %
5004	115 967 €	2024	F/A	3,83%					
6004	67 592 €	2025	F/A	3,47%					
6005	66 744 €	2028	F/A	3,92%					
	1 454 194 €								

	13 806 324 €			**SUIVI DES EMPRUNTS**			*situation 2020*		K2	
	VILLE						**taux moyen panier dette VILLE**		**3,74%**	
N°	K 01/01/2020	Fin	type	taux fixe/INDEX	marge			en 2019	3,73%	
			période					en 2018	3,70%	
2020	39 562 €	2021	F/A	4,52%CHF risque de change						
2028	635 705 €	2025	F/A	3,69%						
2029	8 535 €	2025	F/T	2,43%						
2030	76 820 €	2025	F/T	2,43%						
2032	5 061 305 €	2030	F/A	3,60%	Fonds soutien ETAT restant à percevoir au 01/01/2020 égal 1 827 294,03 € soit 9 annuités de 203 032,67€					
3032	1 068 683 €	2028	F/A	3,95%						
4001	915 308 €	2030	F/A	2,08%						
5022	84 500 €	2020	F/A	1,20%						
5023	311 827 €	2022	F/T	4,72%						
6008	38 112 €	2019	V/S	TAG6mois	0,21%	05/19 0 %	11/19 0 %			
6011	92 979 €	2021	FS	3,90%						
6012	434 733 €	2023	F/A	5,18%						
6013	278 183 €	2029	F/A	2,65%						
7064	1 230 390 €	2027	F/A	4,56%						
7065	1 083 689 €	2028	F/A	4,53%						
1000	9 862 €	2020	A	0%						
	11 370 194 €									
	EAU						**taux moyen panier dette EAU**		**3,81%**	
N°	K 01/01/2020	Fin	type	taux fixe/INDEX	marge			en 2019	3,72%	
			période					en 2018	3,62%	
2003	17 660 €	2021	V/A	TAM	0,15%	2019 0 %				
2004	56 813 €	2022	F/T	3,89%						
5017	25 986 €	2022	F/T	4,72%						
5018	57 255 €	2023	V/T	EURIBOR 3M	1,00%	03/19 0,68 %	06/19 0,69 %	09/19 0,68 %	12/19 0,61 %	
5019	77 311 €	2024	F/A	3,83%						
6004	121 666 €	2025	F/A	3,47%						
6005	371 619 €	2032	F/A	4,44%						
6006	253 626 €	2028	F/A	3,92%						
	981 935 €									
ASSAINISSEMENT							**taux moyen panier dette**		**4,70%**	
N°	K 01/01/2019	Fin	type	taux fixe/INDEX	marge			en 2019	4,68%	
			période					en 2018	4,66%	
2005	933 750 €	2032	F/T	5,34%						
2011	178 378 €	2030	F/A	3,60%	Fonds soutien ETAT restant à percevoir au 01/01/2020 égal 64 400,40 € soit 9 annuités de 7155,60€					
5002	51 971 €	2022	F/T	4,72%						
5003	39 792 €	2023	T/V	EURIBOR 3M	1,00%	03/19 0,68 %	06/19 0,69 %	09/19 0,68 %	12/19 0,61 %	
5004	115 967 €	2024	F/A	3,83%						
6004	67 592 €	2025	F/A	3,47%						
6005	66 744 €	2028	F/A	3,92%						
	1 454 194 €									

Date : 31/12/2019 15:40

Endettement pluriannuel

150 - LA FERTE BERNARD - (1)

Budget : 1 - Période : du 01/01/2020 au 31/12/2030 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

Ville de la Ferté-Bernard

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2020	1 781 356,34 €	426 678,05 €	1 354 678,29 €	0,00 €	0,00 €	11 370 194,34 €
2021	1 640 056,64 €	376 298,63 €	1 263 758,01 €	0,00 €	0,00 €	10 015 516,05 €
2022	1 563 392,88 €	326 570,29 €	1 236 822,59 €	0,00 €	0,00 €	8 751 758,04 €
2023	1 444 716,26 €	279 440,52 €	1 165 275,74 €	0,00 €	0,00 €	7 514 935,45 €
2024	1 315 518,90 €	234 341,22 €	1 081 177,68 €	0,00 €	0,00 €	6 349 659,71 €
2025	1 304 958,27 €	193 345,65 €	1 111 612,62 €	0,00 €	0,00 €	5 268 482,03 €
2026	1 161 701,19 €	151 577,06 €	1 010 124,13 €	0,00 €	0,00 €	4 156 869,41 €
2027	1 154 274,26 €	113 237,08 €	1 041 037,18 €	0,00 €	0,00 €	3 146 745,28 €
2028	960 129,93 €	73 815,15 €	886 314,78 €	0,00 €	0,00 €	2 105 708,10 €
2029	660 127,39 €	41 335,35 €	618 792,04 €	0,00 €	0,00 €	1 219 393,32 €
2030	621 078,28 €	20 477,00 €	600 601,28 €	0,00 €	0,00 €	600 601,28 €

Date : 31/12/2019 15:42

Endettement pluriannuel

150 - LA FERTE BERNARD - (1)

Budget : 2 - Période : du 01/01/2020 au 31/12/2030 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

Service Eau-La Ferté-Bernard

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2020	173 240,70 €	38 816,97 €	134 423,73 €	0,00 €	0,00 €	981 935,33 €
2021	172 922,65 €	33 688,42 €	139 234,23 €	0,00 €	0,00 €	847 511,60 €
2022	143 601,44 €	28 566,09 €	115 035,35 €	0,00 €	0,00 €	708 277,37 €
2023	127 208,05 €	24 306,76 €	102 901,29 €	0,00 €	0,00 €	593 242,02 €
2024	112 318,81 €	20 460,65 €	91 858,16 €	0,00 €	0,00 €	490 340,73 €
2025	95 035,52 €	16 836,05 €	78 199,47 €	0,00 €	0,00 €	398 482,57 €
2026	72 225,20 €	13 729,38 €	58 495,82 €	0,00 €	0,00 €	320 283,10 €
2027	72 225,20 €	11 289,65 €	60 935,55 €	0,00 €	0,00 €	261 787,28 €
2028	72 225,14 €	8 747,75 €	63 477,39 €	0,00 €	0,00 €	200 851,73 €
2029	38 238,49 €	6 099,42 €	32 139,07 €	0,00 €	0,00 €	137 374,34 €
2030	38 238,49 €	4 672,45 €	33 566,04 €	0,00 €	0,00 €	105 235,27 €

Date : 31/12/2019 15:50

Endettement pluriannuel

150 - LA FERTE BERNARD - (1)

Budget : 3 - Période : du 01/01/2020 au 31/12/2030 - Sans prise en compte des emprunts simulés.

Service Assainissement - La Ferté-Bernard

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2020	223 285,34 €	67 865,10 €	155 420,24 €	0,00 €	0,00 €	1 454 193,95 €
2021	218 620,02 €	60 625,63 €	157 994,39 €	0,00 €	0,00 €	1 298 773,71 €
2022	213 972,66 €	53 298,98 €	160 673,68 €	0,00 €	0,00 €	1 140 779,32 €
2023	190 645,51 €	46 196,34 €	144 449,17 €	0,00 €	0,00 €	980 105,64 €
2024	175 964,65 €	39 723,74 €	136 240,91 €	0,00 €	0,00 €	835 656,47 €
2025	145 687,19 €	33 407,46 €	112 279,73 €	0,00 €	0,00 €	699 415,56 €
2026	128 678,38 €	28 022,39 €	100 655,99 €	0,00 €	0,00 €	587 135,83 €
2027	124 346,23 €	23 038,72 €	101 307,51 €	0,00 €	0,00 €	486 479,84 €
2028	120 023,94 €	18 035,71 €	101 988,23 €	0,00 €	0,00 €	385 172,33 €
2029	106 752,07 €	12 996,46 €	93 755,61 €	0,00 €	0,00 €	283 184,10 €
2030	102 434,35 €	8 286,17 €	94 148,18 €	0,00 €	0,00 €	189 428,49 €

IV. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES ENVISAGEES DES BUDGETS EAU ET ASSAINISSEMENT POUR 2020

Budget EAU :

					estimation au 09/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	DEPENSES FONCTIONNEMENT				
O11	charges à caractère général	2 347 €	1 865 €	2 024 €	2 086 €
O12	charges de personnel puis compte 65 à/c 2018				1 €
	sous-total DEPENSES GESTION DES SERVICES (a)	**2 347 €**	**1 865 €**	**2 024 €**	**2 087 €**
66	charges financières (intérêts dettes…)	57 858 €	53 090 €	45 583 €	41 336 €
	sous-total (b)	**57 858 €**	**53 090 €**	**45 583 €**	**41 336 €**
	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)+(b)	**60 205 €**	**54 955 €**	**47 607 €**	**43 422 €**
O23	virement à section investissement				
O42/68	amortissements	72 741 €	72 741 €	72 825 €	75 358 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**72 741 €**	**72 741 €**	**72 825 €**	**75 358 €**
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT (a)+(b)+©	**132 946 €**	**127 696 €**	**120 432 €**	**118 780 €**

					estimation au 09/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	RECETTES FONCTIONNEMENT				
70	produits des services	305 886 €	256 292 €	272 949 €	425 935 €
	sous-total RECETTES GESTION DES SERVICES (a)	**305 886 €**	**256 292 €**	**272 949 €**	**425 935 €**
	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)	**305 886 €**	**256 292 €**	**272 949 €**	**425 935 €**
O02	résultat reporté				
O42	travaux en régie(722) quote part subv invest(777)	542 €	542 €	542 €	542 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE (b)	**542 €**	**542 €**	**542 €**	**542 €**
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT (a)+(b)	**306 428 €**	**256 834 €**	**273 491 €**	**426 477 €**
O02	résultat reporté	0 €	0 €	0 €	0 €
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT + RESULTAT n-1	**306 428 €**	**256 834 €**	**273 491 €**	**426 477 €**
	résultat fonctionnement ANNEE n	**173 482 €**	**129 138 €**	**153 059 €**	**307 697 €**
	agrégat **MARGE BRUTE** (RRF-DRF hors intérêts)	**303 539 €**	**254 427 €**	**270 925 €**	**423 848 €**
	agrégat **EPARGNE BRUTE** (MARGE BRUTE-Intérêts)	**245 681 €**	**201 337 €**	**225 342 €**	**382 513 €**
	agrégat **EPARGNE NETTE** (EPARGNE BRUTE-K DETTE)	83 062 €	46 285 €	75 655 €	241 613 €

					estimation au 09/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	DEPENSES INVESTISSEMENT				
21/23	opérations d'équipement	20 418 €	20 654 €	36 713 €	100 774 €
	sous-total DEPENSES D'EQUIPEMENT (a)	**20 418 €**	**20 654 €**	**36 713 €**	**100 774 €**
16	emprunts et dettes assimilées	162 619 €	155 052 €	149 687 €	140 900 €
O20/27	dépenses imprévues/autres créances				
	sous-total DEPENSES FINANCIERES(b)	**162 619 €**	**155 052 €**	**149 687 €**	**140 900 €**
45	opérations pour compte de tiers	**1 544 €**	**362 €**	**4 960 €**	
	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (a)+(b)	**184 581 €**	**176 068 €**	**191 360 €**	**241 674 €**
O40	travaux en régie et quote part subv invest	542 €	542 €	542 €	542 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**542 €**	**542 €**	**542 €**	**542 €**
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT EXERCICE (a+b+©)	**185 123 €**	**176 610 €**	**191 902 €**	**242 216 €**
	RESTES A REALISER N-1				
	RESULTAT REPORTE N-1				
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT CUMULEES	**185 123 €**	**176 610 €**	**191 902 €**	**242 216 €**
		447 439 €	517 416 €	532 438 €	518 639 €
		excédent	excédent	excédent	excédent
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	RECETTES INVESTISSEMENT				
13	subventions investissement				
16	emprunts				
238	avances versées				
	sous-total RECETTES D'EQUIPEMENT (a)	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
O24/27	Produits des cessions/autres immobilisations				
1068	excédent de fonctionnement capitalisé	159 399 €	173 483 €	129 139 €	153 059 €
	sous-total RECETTES FINANCIERES(b)	**159 399 €**	**173 483 €**	**129 139 €**	**153 059 €**
45	opérations pour compte de tiers	**1 544 €**	**362 €**	**4 960 €**	
	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (a)+(b)	**160 943 €**	**173 845 €**	**134 099 €**	**153 059 €**
O21	virement de la section de fonctionnement				
O40	ventes terrains bâtiments....et dotations amortissts	72 741 €	72 741 €	72 825 €	75 358 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**72 741 €**	**72 741 €**	**72 825 €**	**75 358 €**
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT EXERCICE (a+b+©)	**233 684 €**	**246 586 €**	**206 924 €**	**228 417 €**
	RESTES A REALISER N-1				
	RESULTAT REPORTE N-1	**398 878 €**	**447 440 €**	**517 416 €**	**532 438 €**
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT CUMULEES	**632 562 €**	**694 026 €**	**724 340 €**	**760 855 €**

Le cabinet Hydratec, missionné au titre d'un Assistant à Maître d'Ouvrage finalisera au cours du 1er trimestre 2020 le dossier de consultation en vue de retenir la Maîtrise d'œuvre de la future station de production d'eau potable.
Le coût de la future station avoisinera les **6 millions d'euros HT.**
Ce projet d'ampleur bénéficiera d'un financement bancaire sur une durée longue adaptée à celle de la durée de vie pour ce type d'investissement.
Deux sites potentiels d'implantation de l'équipement sont envisagés, soit à proximité de la station existante, soit au lieu-dit « La Chevaudière ».
Les crédits inscrits au BP 2020 devront couvrir les frais de Maîtrise d'Œuvre, les frais d'étude et une première enveloppe pour le démarrage des travaux.
Concernant la facture d'eau et d'Assainissement pour les abonnés fertois, celle-ci s'élève pour 2019 et pour 120m^3 à : 436,32€ (facture moyenne nationale en 2018 : 477€).

Travaux sur les réseaux et les branchements plomb. (Rues Jean Courtois et Leo Delibes : 146 000€

Budget ASSAINISSEMENT :

					estimation au 09/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	DEPENSES FONCTIONNEMENT				
O11	charges à caractère général	2 504 €	2 504 €	2 504 €	8 831 €
O12	charges de personnel				
	sous-total DEPENSES GESTION DES SERVICES (a)	**2 504 €**	**2 504 €**	**2 504 €**	**8 831 €**
66	charges financières (intérêts dettes…)	98 329 €	86 787 €	80 168 €	73 454 €
	sous-total (b)	**98 329 €**	**86 787 €**	**80 168 €**	**73 454 €**
	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)+(b)	**100 833 €**	**89 291 €**	**82 672 €**	**82 285 €**
O23	virement à section investissement				
O42/68	amortissements	142 619 €	142 610 €	142 610 €	146 072 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**142 619 €**	**142 610 €**	**142 610 €**	**146 072 €**
OO2	résultat reporté**(d)**				
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT (a)+(b)+©+(d)	**243 452 €**	**231 901 €**	**225 282 €**	**228 357 €**

					estimation au 09/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	RECETTES FONCTIONNEMENT				
70	produits des services	455 045 €	393 086 €	467 987 €	411 249 €
74/75	subvention				1 €
	sous-total RECETTES GESTION DES SERVICES (a)	**455 045 €**	**393 086 €**	**467 987 €**	**411 250 €**
76	produits financiers	14 311 €	7 156 €	7 156 €	7 156 €
	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a)	**469 356 €**	**400 242 €**	**475 143 €**	**418 405 €**
O42	travaux en régie(722) quote part subv invest(777)	3 286 €	3 286 €	3 286 €	3 286 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE (b)	**3 286 €**	**3 286 €**	**3 286 €**	**3 286 €**
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT (a)+(b)	**472 642 €**	**403 528 €**	**478 429 €**	**421 691 €**
O02	résultat reporté	0 €	0 €	0 €	0 €
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT + RESULTAT n-1	**472 642 €**	**403 528 €**	**478 429 €**	**421 691 €**
	résultat fonctionnement ANNEE n	**229 190 €**	**171 627 €**	**253 147 €**	**193 334 €**
	agrégat **MARGE BRUTE** (RRF-DRF hors intérêts)	**466 852 €**	**397 738 €**	**472 639 €**	**409 574 €**
	agrégat **EPARGNE BRUTE** (MARGE BRUTE-Intérêts)	**368 523 €**	**310 951 €**	**392 471 €**	**336 120 €**
	agrégat **EPARGNE NETTE** (EPARGNE BRUTE-K DETTE)	**178 649 €**	**139 372 €**	**241 791 €**	**183 091 €**

					estimation au 09/01/2020
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	DEPENSES INVESTISSEMENT				
21/23	opérations d'équipement	37 861 €	25 231 €	5 809 €	125 422 €
	sous-total DEPENSES D'EQUIPEMENT (a)	**37 861 €**	**25 231 €**	**5 809 €**	**125 422 €**
16	emprunts et dettes assimilées	189 874 €	171 579 €	150 680 €	153 029 €
O20/27	dépenses imprévues/autres créances				
	sous-total DEPENSES FINANCIERES(b)	**189 874 €**	**171 579 €**	**150 680 €**	**153 029 €**
4581	**opérations pour le compte de tiers(d)**		**129 €**	**5 809 €**	**39 552 €**
	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (a)+(b)+(d)	**227 735 €**	**196 940 €**	**162 298 €**	**318 003 €**
O40	travaux en régie et quote part subv invest	3 286 €	3 286 €	3 286 €	3 286 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**3 286 €**	**3 286 €**	**3 286 €**	**3 286 €**
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT EXERCICE (a+b+©)	**231 021 €**	**200 226 €**	**165 584 €**	**321 289 €**
	RESTES A REALISER N-1				
	RESULTAT REPORTE N-1				
	TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT CUMULEES	**231 021 €**	**200 226 €**	**165 584 €**	**321 289 €**
		107 095 €	278 798 €	433 261 €	562 615 €
		excédent	excédent	excédent	excédent
		CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	RECETTES INVESTISSEMENT				
13	subventions investissement				11 872 €
16	emprunts				
238	avances versées				
	sous-total RECETTES D'EQUIPEMENT (a)	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**11 872 €**
O24/27	Produits des cessions/autres immobilisations				
1068	excédent de fonctionnement capitalisé	114 357 €	229 189 €	171 628 €	253 147 €
	sous-total RECETTES FINANCIERES(b)	**114 357 €**	**229 189 €**	**171 628 €**	**253 147 €**
4582	**opérations pour le compte de tiers(d)**		**129 €**	**5 809 €**	**39 552 €**
	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (a)+(b)+(d)	**114 357 €**	**229 319 €**	**177 437 €**	**304 571 €**
O21	virement de la section de fonctionnement				
O40	ventes terrains bâtiments....et dotations amortissts	142 619 €	142 610 €	142 610 €	146 072 €
	sous-total DEPENSES D'ORDRE ©	**142 619 €**	**142 610 €**	**142 610 €**	**146 072 €**
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT EXERCICE (a+b+©)	**256 976 €**	**371 929 €**	**320 047 €**	**450 643 €**
	RESTES A REALISER N-1				
	RESULTAT REPORTE N-1	**81 140 €**	**107 095 €**	**278 798 €**	**433 261 €**
	TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT CUMULEES	**338 116 €**	**479 023 €**	**598 845 €**	**883 904 €**

- Fin d'étude diagnostic réseau assainissement (objectif : définir avec précision les actions à mener dans les prochaines années afin d'améliorer la collecte et le traitement des eaux usées)
- Première enveloppe budgétaire de mise en œuvre des premières actions préconisées par l'étude diagnostique
- Travaux sur les réseaux (Notamment Rues Jean Courtois et Leo Delibes : 332 000€)

ANNEXES

Annexe I1

Evolution Ratios obligatoires BP 2010/2020

	Données	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Population totale INSEE 01/01 selon notification	9594	9624	9622	9576	9492	9408	9452	9269	9221	9189
	Population DGF selon fiche notification année n	9786	9806	9806	9762	9644	9577	9637	9455	9405	
ratio 1	**D**épenses **R**éelles de **F**onctionnement par hab	960 €	982 €	1 025 €	1 085 €	1 148 €	1 121 €	1 107 €	1 136 €	1 165 €	1 189 €
ratio 2	Produits des impositions directes par hab	666 €	706 €	602 €	644 €	656 €	665 €	701 €	742 €	755 €	762 €
ratio 3	**R**ecettes **R**éelles de **F**onctionnement par hab	1 196 €	1 195 €	1 239 €	1 275 €	1 313 €	1 237 €	1 230 €	1 242 €	1 282 €	1 346 €
ratio 4	Dépenses équipement brut par habitant	303 €	442 €	200 €	288 €	211 €	307 €	312 €	344 €	276 €	266 €
ratio 5	Dette par habitant	1 305 €	1 316 €	1 160 €	1 457 €	1 385 €	1 279 €	1 442 €	1 341 €	1 249 €	1 132 €
ratio 6	DGF par habitant	265 €	264 €	241 €	235 €	242 €	208 €	176 €	122 €	125 €	124 €
	Moyenne nationale 5 à 10000 hab										
	ratio 1	952 €	967 €	957 €	990	974	964	941	939		
	ratio 2	467 €	473 €	473 €	490	491	506	508	500		
	ratio 3	1 177 €	1 216 €	1 206 €	1213	1152	1145	1128	1125		
	ratio 4	318 €	344 €	344 €	373	304	249	257	283		
	ratio 5	936 €	932 €	932 €	928	910	900	888	874		
	ratio 6	225 €	217 €	221 €	217	207	185	164	153		
	Moyenne nationale 10 à 20000 hab										
	ratio 1	1 089 €	1 108 €	1 103 €	1151	1141	1135	1107	1095		
	ratio 2	508 €	519 €	519 €	549	550	567	567	566		
	ratio 3	1 308 €	1 358 €	1 354 €	1375	1312	1325	1299	789		
	ratio 4	304 €	329 €	329 €	369	295	248	247	280		
	ratio 5	961 €	949 €	949 €	970	957	954	931	907		
	ratio 6	253 €	248 €	250 €	249	238	215	190	177		

Annexe I2

	TAUX TH					TAUX TFB				
	2015	2016	2017	2018	2019	2015	2016	2017	2018	2019
LA FERTE BERNARD	19,74%	19,74%	19,74%	19,74%	19,74%	21,84%	21,84%	21,84%	21,84%	21,84%
CC Huisne Sarthoise	3,61%	3,61%	3,61%	3,68%	3,68%	2,48%	2,48%	2,48%	2,53%	2,53%
total	23,35%	23,35%	23,35%	23,42%	23,42%	24,32%	24,32%	24,32%	24,37%	24,37%
LA FLECHE	15,63%	15,63%	15,63%	15,63%	15,63%	29,37%	29,37%	29,37%	29,37%	29,37%
CC Pays Fléchois	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
total	25,76%	25,76%	25,76%	25,76%	25,76%	29,40%	29,40%	29,40%	29,40%	29,40%
SABLE SUR SARTHE	9,66%	9,66%	9,66%	9,66%	9,66%	13,99%	13,99%	13,99%	13,99%	13,99%
CC Pays Sabolien	13,78%	14,19%	14,19%	14,19%	14,19%	5,67%	5,84%	5,84%	5,84%	5,84%
total	23,44%	23,85%	23,85%	23,85%	23,85%	19,66%	19,83%	19,83%	19,83%	19,83%
MAMERS	22,83%	22,83%	22,83%	22,83%	22,83%	23,65%	23,65%	23,65%	23,65%	23,65%
CC Maine Saosnois	5,51%	5,51%	5,24%	5,24%	5,24%	4,87%	4,87%	4,56%	4,56%	4,56%
total	28,34%	28,34%	28,07%	28,07%	28,07%	28,52%	28,52%	28,21%	28,21%	28,21%
MONTVAL SUR LOIR	20,46%	19,56%	15,62%	15,56%	15,56%	21,48%	20,81%	22,67%	22,58%	22,58%
CC Loir Lucé Bercé	6,75%	6,75%	10,70%	10,81%	10,81%	5,82%	5,82%	3,96%	4%	4%
total	27,21%	26,31%	26,32%	26,37%	26,37%	27,30%	26,63%	26,63%	26,58%	26,58%

Annexe I3

Revalorisation des bases fiscales	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
LDF 2015/2016/2017	0,90%	1,01%	0,40%				
Variation des Prix à la consommation (Nov n-1/ Nov n) pour 2018 indice ICPH				1,24%			
Variation des Prix à la consommation (Nov n-1/ Nov n) pour 2019 indice ICPH					2,16%		
						0,90%	fixé LDF2020
soit une moyenne sur les 6 exercices de	1,10%						
Revalorisation des taux communaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	